

# Les fondements du libéralisme walrassien

*Marlyse Pouchol\**

Si tous les libéralismes économiques contiennent l'idée de "laisser-faire" les échanges, il en existe différentes sortes, précisément parce que ce que "font" les échanges est extrêmement différent d'une théorie à l'autre, et que le domaine des échanges se trouve plus ou moins étendu selon les auteurs. La différenciation des libéralismes se réalise en recherchant le rôle qui est attribué aux échanges, et, plus clairement encore, en examinant à qui s'adresse la recommandation du "laisser-faire", qui peut aussi s'écrire sous la forme impérative d'un "laissez faire".

Le libéralisme de Walras n'est plus celui de Smith, dont la théorie révèle un rôle des échanges qui permet d'annoncer à l'État monarchique qu'il n'a pas besoin de se préoccuper de la croissance de la richesse nationale, que celui-ci peut tout à fait laisser faire les individus. Une quarantaine d'années plus tard, Ricardo élabore une théorie qui s'adresse plus particulièrement à une aristocratie foncière anglaise qui détient les rênes du pouvoir, une aristocratie qui compromet l'avenir de l'État-nation et qui scie la branche sur laquelle elle est assise, si elle continue à utiliser le pouvoir de l'État pour servir ses intérêts particuliers. Que ce soit chez Smith ou chez Ricardo, la théorie économique est destinée à convaincre un interlocuteur de ne pas intervenir dans le domaine des échanges, mais la théorie se transforme en même temps que changent les personnages auxquels elle est adressée, et l'interlocuteur change parce que les circonstances historiques et les pratiques se sont modifiées.

Dans le dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle, la nouveauté du contexte tient à la contestation ouverte de la recommandation libérale par un courant de pensée. La théorie des échanges de Walras est à resituer dans le cadre d'une opposition socialiste qui se développe et ne cesse de prendre de l'ampleur au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ce socialisme renvoie à un courant politique qui, bien que très diversifié, peut être saisi de façon unifiée, parce qu'il propose d'une manière ou d'une autre, qu'une catégorie sociale, celle des travailleurs, s'empare ou du moins bénéficie du pouvoir de l'État. Nous nous proposons de montrer que les interlocuteurs du libéralisme walrassien sont les socialistes, ce sont eux à qui Walras s'adresse pour leur recommander de laisser faire les échanges. Entre la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle et la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, l'interlocuteur change, mais ces différentes sortes de libéralismes ont toutefois un point commun, il s'agit toujours de convaincre un interlocuteur par la démonstration, de le convaincre de renoncer à une pratique, dans le cas des auteurs classiques que nous avons cités, ou de le convaincre de renoncer à un projet politique dans le cas de l'auteur néoclassique que nous étudions.

Pour leur part, les néolibéralismes du XX<sup>ème</sup> siècle se sont construits contre l'intervention économique keynésienne, laquelle se présentait, à l'origine, comme une voie médiane entre un libéralisme économique impuissant à aborder la question du chômage, et un collectivisme soviétique qui lui donnait une solution radicale. Il faudrait également différencier les

---

\* Laboratoire Ceras / Hermès, Université de Reims

néolibéralismes du XX<sup>ème</sup> siècle, notamment distinguer un néolibéralisme macroéconomique dans la lignée de Friedman, d'un néolibéralisme microéconomique dans la lignée d'Hayek. Le premier interpelle les économistes keynésiens, partisans d'une politique économique, auxquels il démontre l'inefficacité de cette pratique. Notons que *la nouvelle macroéconomie classique* va encore plus loin en démontrant, pour sa part, la perversité de cette pratique.

Le second auteur délivre un message non seulement à tous les économistes, mais à tous les penseurs, si bien que c'est finalement à l'humanité tout entière que s'adresse ce qui n'est plus une recommandation mais une injonction de "laissez-faire" les échanges, qui équivaut, au stade du libéralisme hayékien, à ne plus laisser faire les individus en dehors du cadre des échanges tandis que l'État se présente comme un organe qui doit les y faire entrer.

Aux vues des conséquences des excès du néolibéralisme, en particulier celui qui est élaboré par Hayek et qui conduit à la négation de la liberté au sens politique du terme, - laquelle est une liberté d'action, ce qui est tout à fait autre chose qu'une liberté de se comporter conformément aux règles du jeu des échanges -, il nous apparaît indispensable de ne pas mettre tous les libéralismes économiques dans le même panier, afin, notamment, d'abandonner le simplisme d'une alternative actuelle entre libéralisme et interventionnisme. Cette alternative n'en est d'ailleurs plus vraiment une puisque, sous l'influence de la théorie hayékienne alliée à un manque d'effort pour distinguer les deux sortes de libertés, elle peut se lire comme une opposition entre libéralisme économique et totalitarisme, qui ne laisse aucun choix. L'alternative n'est pas seulement réductrice, elle a aussi des conséquences pernicieuses. Sur ce point, précisément, la moindre attention portée à la pensée walrassienne, permet de se souvenir qu'il existe une sorte de libéralisme économique, qui n'exclut pas la politique économique de façon systématique et qui va même jusqu'à recommander une intervention de l'État allant beaucoup plus loin que toutes les propositions keynésiennes, puisqu'il s'agit de la propriété collective des terres.

Comparé aux néolibéralismes du XX<sup>ème</sup> siècle, celui de Walras apparaît beaucoup plus pondéré. Nous proposons de le qualifier de libéralisme républicain. Reste à justifier ce qualificatif, ce que nous ferons dans une première partie, en rappelant les questions posées par notre auteur. La deuxième partie tire les conséquences de cette recontextualisation de la pensée de Walras sur la manière de lire les *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*<sup>1</sup>, oeuvre majeure de Walras passée à la postérité en étant isolée du reste de sa pensée. La troisième partie met en évidence les modifications que Walras a introduites dans les libéralismes des deux classiques anglais.

## **I ) Un libéralisme républicain**

Tous les lecteurs de Walras savent qu'il tente de se situer entre le libéralisme économique et le socialisme, qu'il s'attribue volontiers une étiquette de socialiste, bien qu'il soit totalement opposé à l'abolition de la propriété privée du capital, qu'il ne ménage pas ses critiques envers le libéralisme économique de son époque, bien qu'il mette en évidence, lui aussi, une vertu du

---

<sup>1</sup> WALRAS L. (1874) (1900), *Éléments d'Économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, Ed LGDJ 1952, (Tirage 1976)

laisser-faire. Contrairement à l'interprétation la plus courante, parce que la plus apparente, nous voudrions montrer que ce sont des raisons politiques qui l'opposent au libéralisme économique et qui le font se déclarer proche des socialistes, tandis que sa contestation du socialisme, tout comme son adhésion à un libéralisme limité, sont motivées par des raisons économiques. Walras ne rejette pas a priori les solutions socialistes, il ne formule aucune pétition de principe contre le collectivisme, il est prêt à examiner les conséquences d'une mise en oeuvre de ce projet. Le tort des socialistes ne tient pas exactement aux solutions qu'ils proposent, mais à l'empressement dont ils font preuve pour les inventer. Ce qui manque aux socialistes ce sont des connaissances économiques qui leur permettraient de saisir que ce qu'ils proposent est contraire aux conditions de la prospérité. Il suffirait de leur démontrer leur erreur pour les convaincre d'abandonner leur projet politique.

À l'inverse, l'école économiste dispose des connaissances économiques qui lui ont été données par les grands classiques anglais, tels Smith et Ricardo, mais elle en fait un usage proprement scandaleux.

### 1) les raisons politiques de l'opposition au libéralisme économique

Walras n'a pas de mots assez durs pour fustiger "*une économie politique officielle, servante à tout faire du conservatisme et de la féodalité financière*"<sup>2</sup>, "*une école orthodoxe*" qui, "*en vertu d'arguments variés, souvent contradictoires, et toujours mauvais, nous donne le régime social actuel, comme un nec plus ultra susceptible de suffire à l'humanité jusqu'à la consommation des siècles*"<sup>3</sup>. Au lieu de chercher à répondre aux socialistes qui dénoncent l'injustice d'un système de production fondé sur la propriété privée du capital, les économistes orthodoxes utilisent les théories économiques de leurs prédécesseurs, dénaturent leurs enseignements en les employant à faire l'éloge d'un système, plaçant ainsi la discipline économique sur le terrain de la propagande, dont le caractère mensonger fait le lit de la critique socialiste de l'école économiste.

Les commentateurs de Walras ont souvent remarqué le contraste entre la violence du ton qui donne dans l'invective lorsqu'il dénonce le libéralisme orthodoxe et le calme et la pondération du propos lorsqu'il argumente contre le socialisme. Ce contraste s'explique dans la mesure où l'invective est tout ce qui reste lorsque le dialogue, qui fait appel à la raison, se révèle impossible parce que l'adversaire est campé sur une position de principe qui ne souffre aucune discussion. Le libéralisme orthodoxe impose et affirme le laissez-faire comme s'il s'agissait d'un dogme religieux à suivre impérativement, tandis que pour Walras, ce principe doit être démontré et ne peut s'imposer que par l'argumentation. Alors que Walras classe les libéraux orthodoxes dans le camp des *conservateurs*, il place les socialistes dans les rangs des *progressistes*, indiquant par là que ces derniers sont partisans de la science, prêts à la développer et l'étendre.

L'interprétation de cette opposition nous apparaît par trop marquée par le XX<sup>ème</sup> siècle,

---

<sup>2</sup> WALRAS L., "Le problème fiscal", *Études d'économie sociale, Oeuvres économiques complètes*, vol 9, éd P. Dockès, 1990, p. 424. Cité par P. Dockès *La société n'est pas un pique-nique. op.cit.*, p 1. À noter que M. Boson attribue cette phrase à son père, Auguste Walras, tirée d'une lettre à son fils du 13 avril 1860. *Léon Walras, fondateur de la politique économique scientifique*. LGDJ. 1951, p 74.

<sup>3</sup> WALRAS L., notice biographique, cité par M. Boson, op. cit., p.78

si on lui donne un contenu tendant vers l'épistémologie, qui consisterait à saisir le progressisme des socialistes comme la marque d'une démarche scientifique que Walras leur reconnaîtrait. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, être partisan de la science a une connotation avant tout politique, car, comme le souligne Nicolet<sup>4</sup>, la science est encore à cette époque, ce qui s'oppose à la religion. Alors que la religion légitime l'autorité du monarque, la science entretient, pour sa part, un lien étroit avec la République. La science répond à deux types de questions : d'une part, comment soutenir les principes républicains de liberté et d'égalité, car "*la République ne peut pas procéder par voie d'autorité... sans se nier elle même*"<sup>5</sup>, d'autre part, comment accomplir ses principes dans les faits, car la République n'est pas seulement une forme d'organisation politique qui s'achèverait avec la mise en place de ses institutions, notamment un État émanation du peuple tout entier, elle est aussi un idéal à établir et à atteindre afin de faire en sorte que la République soit républicaine. Si la République se trouve liée à la science dans deux sortes de directions, du côté de ses fondements et du côté de son accomplissement, la référence à la science, tant présente au XIX<sup>ème</sup> siècle, ne peut être coupée de la question de la République.

Ce ne sont pas des raisons épistémologiques qui opposent Walras au libéralisme orthodoxe et qui le poussent à se réclamer du socialisme, mais bien des raisons politiques. Le problème n'est pas que les libéraux contemporains de Walras n'adoptent pas une démarche scientifique, c'est plus fondamentalement encore qu'ils rompent avec les Lumières et refusent la science. La science démontre, fait appel à la raison, au sens de la capacité de raisonnement des hommes, tandis que la religion affirme et renvoie à une raison supérieure à celle des hommes pour leur faire admettre leur impuissance à changer quoi que ce soit. Bien plus qu'une démarche contraire à la science, ce qui excède tant Walras dans le libéralisme économique de son époque, c'est une position contraire à l'esprit républicain. Ils ont transformé le principe du laisser-faire en une raison supérieure à laquelle les hommes doivent se soumettre avec fatalisme. Un laisser-faire, posé comme une raison supérieure contredit le fondement de la République déclarant que les hommes sont libres. Cette déclaration émane d'une position de confiance dans la raison humaine, qui précisément a disparu et se trouve anéantie par l'orthodoxie du libéralisme économique. Le reproche essentiel que Walras lui adresse est d'être conservatrice, ce qui signifie qu'elle n'est pas libérale, au sens politique du terme, qu'elle ne croit pas à un progrès qui pourrait venir de la raison humaine.

Les socialistes, en revanche, font partie des *progressistes*, ils accordent toute leur confiance aux capacités intellectuelles des hommes d'inventer une société meilleure. Ils restent des héritiers des Lumières et leur recherche de fondation d'une société juste poursuit les ambitions de la première République. Malgré les apparences, ils sont plus proches de l'esprit républicain que l'orthodoxie libérale qui prétend le défendre et qui est à classer dans les faux amis de la République. Comme les socialistes se placent sur le terrain de la raison humaine, il est possible de les convaincre et Walras les sent prêts à être sensibles à l'argumentation intellectuelle, prêts à admettre des arguments dès lors que ceux-ci seront solidement établis par la démonstration. Mais, il n'y a, en revanche, aucun dialogue possible avec des économistes qui font preuve d'un mépris à l'égard de la raison humaine en transformant leur discipline en moyen de servir l'ordre établi. Contre le dogme intégriste du laissez-faire, Walras cherche à fonder un libéralisme compatible, tant avec la valeur politique de liberté qu'avec le projet républicain

---

<sup>4</sup> NICOLET C. (1982), *L'idée républicaine en France. Essai d'histoire critique*, Ed Gallimard.

<sup>5</sup> NICOLET, op. cit., p. 281.

d'origine, soucieux de l'abolition des privilèges, ce qui passe par une limitation des vertus du laissez-faire, mais aussi par la démonstration que la propriété privée du capital ne fait pas des capitalistes, les nouveaux privilégiés de la République.

## 2 ) *La science économique et la paix sociale*

La ferveur républicaine de Walras ne fait aucun doute dans sa jeunesse. Alors qu'il n'est encore qu'un collégien, la République de 1848 met en place le suffrage universel. Walras applaudit des deux mains et réagit avec enthousiasme "*de ce jour, vous êtes tous citoyens, tous électeurs, tous législateurs, tous égaux*". Il voit, à l'époque, dans le suffrage universel "*l'enfantement d'un principe libérateur*" susceptible d'éviter à l'avenir des révolutions sanglantes : "*aucune révolution désormais ne pourra donner au peuple l'équivalent de ce qu'elle lui coûterait de sang et de larmes*"<sup>6</sup>. Mais après le coup d'État qui rétablit l'empire, le suffrage universel n'apparaît plus comme une condition suffisante pour qu'un président élu par le peuple gouverne pour le peuple, pour que l'État soit la chose du peuple tout entier. Nicolet explique, qu'après cet événement, le problème fondamental des républicains est de réfléchir sur ce suffrage universel qui les avait désavoués et de rechercher comment enraciner autrement les principes républicains. Alors qu'au XVIII<sup>ème</sup> siècle, la liberté et l'égalité se déclarent, au XIX<sup>ème</sup> siècle la tendance est de tenter de les démontrer<sup>7</sup>, parce que la Déclaration du XVIII<sup>ème</sup> siècle sonnait aussi comme une promesse d'égalité qui, au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, tarde à s'accomplir et n'apparaît plus, aux yeux des socialistes, comme pouvant être tenue. La recherche s'effectue dans "*l'ordre politique, dans l'ordre social (Vacherot) et dans l'ordre intellectuel et spirituel*"<sup>8</sup>.

La pensée de Walras doit être restituée dans ce contexte intellectuel où les assises de la République ont besoin d'être consolidées. Walras ne se départit pas de son idéal républicain, mais la défense de la République emprunte des chemins détournés. Il poursuit la voie sur laquelle son père s'était engagé en recherchant dans la discipline économique et non dans la philosophie politique<sup>9</sup> des moyens de donner une base incontestable à la République. Walras reste républicain dans l'âme, en conservant en particulier l'idée que l'État puisse être une forme neutre, impartiale du pouvoir, mais abandonne cette idée de jeunesse faisant des institutions politiques de la République, une condition suffisante pour assurer la paix sociale. C'est à la discipline économique qu'il va attribuer cette fonction.

L'idée qu'une science puisse avoir cette fonction n'est pas nouvelle. Éviter les révolutions violentes n'est-ce pas la tâche que Comte assigne à sa science positive, ne renvoie-t-il pas lui aussi dos à dos deux camps commettant chacun une erreur métaphysique symétrique, celle "*du dogme théologique rétrograde et celle du dogme démocratique de la souveraineté du peuple*"<sup>10</sup>.

---

<sup>6</sup> Les citations sont tirées de la préface du roman de jeunesse de L. WALRAS "*Francis Sauveur*", cf. M. BOSON, op.cit., Chapitre V, p. 57 à 61.

<sup>7</sup> Comme la liberté, l'égalité, la fraternité proclamées par la 1<sup>ère</sup> République sont des déclarations de foi en l'homme (cf. M-C. ROYER, *Écriture oblique et Lumières : le cas Condorcet*, revue *Politeia*, centre de philosophie politique de l'université de Reims, n°3-4, 1999), vouloir prouver que l'une ou l'autre de ces trois déclarations a un fondement, engage dans une démarche qui commence à les contredire. En matière de foi, il n'y a pas d'autre solution que de reprendre, en l'appliquant à une confiance en l'homme, le pari que Pascal proposait sur l'existence de Dieu.

<sup>8</sup> NICOLET, op. cit., p. 152.

<sup>9</sup> Son père, Auguste WALRAS déclarait : "*c'est à l'économie politique qu'il appartient d'éclairer le droit naturel, plutôt qu'il appartient au droit naturel d'éclairer l'économie.*" , Cité par M. BOSON, op. cit., p. 35.

<sup>10</sup> NICOLET, op. cit., p. 189.

Mais la différence entre la science positive de Comte et la démarche de Walras est que le premier cherchait à fonder une science politique, en rupture avec des “philosophies” politiques, tandis que le second porte ses efforts sur une science économique. Une science économique, émergeant des réformes des théories économiques passées, afin qu’elle soit susceptible d’apporter des réponses définitives à un courant politique qui, en contestant la légitimité de la propriété privée, met en cause les institutions de la République. Mais pour Walras, la mise en cause socialiste s’explique avant tout par les défauts de pensée du libéralisme économique, qui le rendent incapable d’emporter la conviction des contestataires. Pour oeuvrer à la paix sociale, il faut d’abord convaincre ceux qui sont à la source des agitations et des mouvements sociaux. Il y a chez Walras, l’idée que “ :... le jour où la science sociale sera faite, il n’y aura plus de socialistes”<sup>11</sup>.

La science économique n’est pas cette science sociale, elle n’est qu’une partie de son élaboration, peut-être, pourrions-nous avancer qu’elle apparaît comme ce qui peut compléter une science politique. Comme chez Comte, on retrouve chez Walras, la conviction que ce sont des erreurs ou des défauts de pensée, qui sont la cause des désordres et de la violence, et que c’est donc par la voie intellectuelle éliminant ces malentendus que la paix sociale peut s’établir. Mais la science économique, destinée à convaincre par la démonstration, est loin d’être la seule tâche qui incombe aux économistes, car elle est aussi le moyen par lequel les économistes peuvent chercher à proposer des transformations dans le but d’améliorer la société existante. Le libéralisme orthodoxe a non seulement rompu avec la science, il s’est aussi écarté d’une science dont l’objet est à la fois d’éclairer les esprits et les pratiques, tant des hommes que de l’État. Le laisser-faire posé comme un dogme équivaut à ne rien faire, à se satisfaire d’une situation existante. Et ces libéraux orthodoxes sont non seulement des conservateurs, mais en plus des *conservateurs satisfaits*.

### 3 ) la division de la discipline économique

Un libéralisme républicain, fondé sur une confiance dans la raison humaine, ne peut s’accommoder des tentatives orthodoxes, en particulier celle de Bastiat, cherchant à calmer les luttes sociales et les revendications socialistes à plus de justice en racontant de belles histoires d’*harmonies économiques*.

Dans les *harmonies économiques* (1850), Bastiat s’évertue à établir que les conditions de la prospérité et celles de la justice sont une seule et même chose et se résolvent dans le principe du laisser-faire les échanges, qui signifie alors ne rien faire. Pour Walras, au contraire, il faut séparer les deux sortes de conditions. Elles renvoient à deux domaines d’investigation différents, les premières sont l’objet de *l’économie appliquée*, les secondes sont l’objet de *l’économie sociale*.

Mélanger les conditions de la prospérité avec celle de la justice déclenche la réaction opposée, le rejet en bloc du libéralisme économique par les socialistes. Aussi est-il essentiel de les distinguer pour éliminer le refus socialiste de reconnaître les bienfaits du laisser-faire, refus tout à fait justifié et compréhensible dès lors que le libéralisme économique se pare de toutes les vertus. Loin d’apaiser les esprits, comme le souhaiterait Bastiat dont l’intention est de ramener la paix sociale, sa théorie les échauffe au contraire, par l’évidence de son caractère affabulateur. Ce n’est pas d’une manière qui offense la raison et nie les évidences que le libéralisme économique

---

<sup>11</sup> WALRAS L. , Études d’Économie sociale, cité par M. BOSON, op.cit, p. 133.

pourra obtenir l'adhésion de ses opposants.

Pour Walras, le principe du laisser-faire n'est valable et pertinent que dans le domaine de l'*économie appliquée*. En revanche, en *économie sociale*, l'État a un rôle à jouer, car c'est cet organe qui peut établir les conditions de la justice. Faute de dissocier l'*économie appliquée* de l'*économie sociale*, le libéralisme orthodoxe ne peut pas défendre l'État républicain, la forme neutre de l'organisation des pouvoirs et ne peut pas admettre que laisser-faire les échanges n'est pas du tout synonyme de ne rien faire pour établir les conditions de la justice.

Tous les lecteurs de Walras savent qu'il divise la discipline économique en trois parties, et que, ni l'*économie appliquée*, qui concerne la relation des personnes aux choses, qui traite de la question de l'intérêt et renvoie à l'art, ni l'*économie sociale*, qui s'intéresse à la relation des personnes entre elles, qui pose la question de la justice et touche à la morale, ne font partie de la science économique. Cette science que Walras nomme l'*économie pure* ne peut traiter que du rapport des choses entre elles. Rebeyrol relève que "*les classifications de Walras ont reçu plutôt mauvais accueil*" et que "*le jugement des commentateurs a toujours été très sévère*"<sup>12</sup>. Le jugement peut être sévère si l'on saisit la trilogie walrassienne comme une sorte d'incursion sur le terrain de la philosophie proposant une distinction entre l'art, la morale et la science. Mais ce n'est pas, selon nous, le propos de Walras. La décomposition, qui n'est pas une classification, est peut-être malhabile, mais elle n'en reste pas moins tout à fait fondamentale et d'une importance cruciale, car c'est par cette décomposition que Walras entend se distinguer, non seulement du libéralisme de ses contemporains, mais également de toutes les sortes de libéralismes du passé. Bien qu'ils soient loin de mériter des critiques aussi radicales que celles qui condamnent l'orthodoxie libérale, tous les libéralismes économiques passés souffrent d'une insuffisance, y compris ceux qui ont été proposés par les auteurs les plus prestigieux et auxquels Walras rend hommage. Ainsi, Smith, qui ne s'intéresse qu'aux conditions de la croissance, n'a fait que de l'*économie appliquée*. Sa théorie est *incomplète*, de plus, il n'a pas distingué, ce qui est attribuable au rôle des échanges et qui relève de la science, de ce qui est du rôle des hommes et qui n'en relève pas, en renvoyant à un art de produire, qui est le fait des hommes.

La division de la discipline économique se révèle tout à fait essentielle, dès lors que la pensée de Walras est resituée dans ce souci de défendre la République contre ses faux amis que sont les libéraux orthodoxes de son époque. Cette division reflète les trois types de convictions walrassiennes : le laisser-faire doit être réduit au domaine de la production des choses utiles aux personnes, ce n'est pas le genre d'absence de politique consistant à ne rien faire qui peut permettre d'établir les conditions de la justice, et ce n'est pas le laisser-faire des économistes qui peut donner un fondement incontestable à la liberté politique, mais la science économique. Pour Walras, la science économique, telle qu'il l'élabore est en mesure de démontrer la légitimité de la propriété privée. Elle peut ainsi donner à la liberté politique un fondement bien plus solide que celui du droit naturel proposé par la philosophie politique. Par la même occasion, sa science économique, exposée dans les *Éléments d'économie politique pure*, se trouve également en mesure de convaincre les socialistes de renoncer à leur projet d'abolition de la propriété privée du capital pour laisser faire les échanges.

Walras leur démontre qu'il est tout à fait possible que les échanges, dans certaines

---

<sup>12</sup> REBEYROL A. (1999), *La pensée économique de Walras*. Dunod, p. 9.

conditions qu'il revient à l'État de mettre en place, soient tout à fait justes, au sens où ce que chaque catégorie sociale perçoit rémunère exactement ce qu'elle apporte à la collectivité.

Alors que les économistes classiques posaient la question de ce que l'État avait à faire ou à ne pas faire pour favoriser la croissance nationale, l'école néoclassique que fonde Walras inaugure quelque chose de tout à fait nouveau en traitant aussi de ce que l'État a à faire ou à ne pas faire pour résoudre la question de la justice. On peut ainsi comprendre que l'économie néoclassique n'aurait pas existé sans les socialistes qui ont soulevé cette question, en particulier Proudhon dont la célèbre formule "la propriété c'est le vol" (1840) résume l'idée que la propriété privée, qui donne le droit d'user et d'abuser des travailleurs salariés, est la source de l'injustice qu'ils subissent. Voyons maintenant en quoi le désaccord de Walras avec les socialistes est d'ordre économique.

## II) Un républicain économiste

L'objectif de Walras nous apparaît être la défense de la liberté politique, -à saisir comme une latitude d'action humaine sur le cours des événements -, une liberté politique qui ne va pas sans la propriété privée et la liberté d'entreprendre, aussi lui faut-il soutenir le laisser-faire des économistes, ce qui le sépare des socialistes ; mais une liberté d'entreprendre qui est loin d'être assimilable et loin de suffire à la liberté politique, aussi cherche-t-il à cerner le domaine de validité du principe du laisser-faire, qui ne s'applique pas à toute chose, tout comme il cherche à réduire le champ de la science économique. C'est ce qui le sépare du libéralisme économique.

### 1) *les limites de la science économique*

Walras dénonce l'erreur de J-B Say (1803), qui fait de la discipline économique une science intégrale couvrant l'ensemble des activités humaines, ce qui revient à supposer que les hommes sont des abeilles et qu'il est possible de découvrir la loi de fonctionnement d'une société humaine comme on peut le faire pour une ruche. Dans ce cas, la science économique ne serait "*qu'une branche de l'histoire naturelle, l'histoire naturelle de l'homme pour faire suite à celle des abeilles*"<sup>13</sup>. Ce point de vue est peut-être commode à opposer aux socialistes, comme le souligne Walras, mais il est faux, autant qu'il est commode. "*C'est lui qui a valu à l'école économiste, de la part de Proudhon, l'épithète de fataliste, et l'on ne saurait croire en effet, jusqu'à quel point elle en a poussé les conséquences*"<sup>14</sup>.

Il est donc essentiel, pour Walras de poser les limites de la science économique, notamment afin d'éliminer les sarcasmes mérités dont elle faisait l'objet de la part des socialistes. Si elle ne laisse aucune place à d'autres domaines que celui qui est le sien, la science économique devient non seulement contraire à la liberté politique, mais plus encore contradictoire avec une conception de l'homme qui permet de faire de la liberté une valeur politique à défendre. Et précisément, Walras envisage, qu'à côté de la science économique, il y ait d'autres champs d'investigation qui n'en relèvent pas. La science économique de Walras renvoie à ce sur quoi les hommes ne peuvent pas agir et qui constitue, de fait, les limites de leur possibilité d'action, tandis qu'elle exclut les actions des individus sur les choses, qui relèvent de *l'économie appliquée*, de même que l'action de l'État en matière de relation des personnes entre elles, objet

<sup>13</sup> L. Walras. *Éléments (...)*, op. cit., p. 9.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 8.



de *l'économie sociale*.

Ainsi, si l'on néglige l'effort de Walras pour décomposer la discipline économique en trois parties, sous le prétexte qu'il n'est pas épistémologiquement pertinent, il devient tout simplement impossible de distinguer ce que nous avons appelé son libéralisme républicain d'un libéralisme économique en général et indistinct pouvant qualifier toute théorie qui contiendrait la recommandation du laisser-faire. La cause de cette négligence est identifiable : elle vient d'une assimilation de la liberté politique à la liberté économique, ou à l'inverse, la conséquence de cette négligence est prévisible, elle produira cette confusion. C'est pourquoi, nous accordons un intérêt tout à fait particulier à la tentative walrassienne de décomposition de la discipline économique qui, même si elle n'est pas aboutie, reste, selon nous, d'une importance cruciale, par son effort de distinction entre les deux types de liberté.

Pour la même raison, les critiques d'ordre épistémologique portant sur la définition de la science économique par Walras nous semblent faire fausse route. Walras tente de réduire l'objet de la science économique à la connaissance de la nature des choses économiques, qui sont, pour lui, comme nous allons le voir, les facteurs de production et les biens de consommation. Et l'on peut effectivement considérer que, pour lui, la science économique est assimilable à une science naturelle. Contester Walras en faisant valoir que la science économique ne peut être comparée à une science de la nature est révélateur de l'oubli de son effort de décomposition. À tout prendre, que la science économique puisse être une science naturelle recherchant la connaissance des choses économiques et non une science des hommes vivant en société, prétendant à la connaissance du comportement des hommes serait plutôt, de notre point de vue, une bonne nouvelle. Le problème, auquel se heurte l'approche de la science économique par Walras, est qu'il n'est pas tout à fait possible d'isoler les choses économiques de l'action des hommes sur ces choses, mais celui-ci ne renvoie pas à un débat sur ce qu'est la science économique. Ce qui importe, selon nous, ce n'est pas de se focaliser sur les caractéristiques de sa science économique, c'est de saisir la limite du champ que sa science économique entend couvrir. Ce qui nous semble donc le plus remarquable et le plus précieux chez Walras, comparé à la position des néolibéralismes d'aujourd'hui, tient précisément à ce souci de réduire le champ d'une science qui définit ce sur quoi les hommes ne peuvent agir.

Si, de son côté, Walras dénonce une science économique dont les excès de prétentions conduisent à considérer l'homme comme une chose vivante semblable à un animal, de leur côté, les socialistes s'insurgent contre un système économique fondé sur une division en classes sociales, qui, comme l'expliquera Marx, réifie l'être humain. Pour Walras, ce n'est pas le système de production et sa division en classes qui est condamnable et il va s'employer à le démontrer, mais c'est l'analyse théorique de ce système qui est déficiente.

## 2 ) *les vérités économiques méconnues des socialistes*

Les socialistes sont animés par le souci d'établir l'égalité des conditions entre les individus, afin d'accomplir dans les faits la valeur d'égalité proclamée par la République. Lorsqu'ils accusent la propriété privée d'être une source d'injustice, cela signifie que, pour eux, l'égalité des conditions ne pourra être effective sans remise en cause de la liberté d'entreprendre. Les socialistes posent une question sérieuse à la République. En effet, si la propriété privée, condition nécessaire à la liberté politique, se trouve être, par ailleurs, au sein de la société, la

cause d'une inégalité de conditions entre les individus, il y aurait contradiction entre les deux valeurs républicaines de liberté et d'égalité : la première impliquant la propriété privée, la seconde l'excluant. Il est donc essentiel de répondre à la mise en cause de la propriété privée par les socialistes qui jette, effectivement, un soupçon sur la valeur politique de liberté. Cependant ce soupçon apparaît nettement moins grave que les excès théoriques du libéralisme économique assimilant l'homme à l'animal et conduisant à la recommandation de ne rien faire. Le combat des socialistes indique qu'ils adhèrent à une conception de l'homme comme être d'action, susceptible, par l'usage de sa raison, de proposer des transformations de la société ; il ne reste qu'à les convaincre que leur soupçon n'est pas fondé en portant à leur connaissance les enseignements que la science économique peut établir avec certitude.

Trois types de vérités économiques se dégagent des "*Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*" :

- les biens, qui satisfont les besoins de l'existence des personnes, sont produits par une combinaison de plusieurs facteurs de production - terre, capital et travail - partiellement substituables entre eux,
- les facteurs de production sont créés par les individus et par eux seuls, ce qui implique que la richesse d'une société soit dépendante de la quantité des facteurs de production que les individus lui fournissent,
- la nature du prix des choses - des biens, comme des facteurs - est d'être déterminée par une loi de l'échange.

Les deux premières vérités permettent d'établir que le système de production fondé sur une division de la société en classes antagonistes et dénoncé par les socialistes correspond, en fait, à une société dans laquelle la production se déroule par l'intermédiaire d'un marché des facteurs de production. Ce marché, qui met en relation des offres de chacun des facteurs par les individus et une demande de ces trois types de facteurs nécessaires à la fabrication des biens, n'apparaît qu'au cours de l'histoire. Il faut, d'une part, que la division du travail soit très étendue de telle sorte que chaque individu se trouve spécialisé dans la création d'un seul type de facteur et que, d'autre part, chacun d'entre eux soit propriétaire de ce qu'il a créé, afin qu'il soit en droit de recueillir les fruits.

À un stade historique antérieur, lorsque les individus ne sont encore que des producteurs spécialisés dans la production de tel ou tel type de biens, les facteurs de production ne font pas l'objet d'un échange et chaque individu crée lui-même les différentes sortes de facteurs nécessaires à la fabrication des biens. La spécialisation de plus en plus poussée des individus conduit donc à la constitution d'un marché des facteurs de production. Dès lors, l'activité de production des biens devient le fait d'un entrepreneur qui doit se livrer à une demande de facteurs exigés dans la fabrication des biens. Avec l'apparition de l'entrepreneur, qui va de pair avec la constitution d'un marché des facteurs de production, les échanges acquièrent une fonction supplémentaire de détermination du prix des services rendus par chacune des trois catégories sociales.

D'une part, ce n'est pas la propriété privée de la terre et du capital qui est responsable de la division des individus en catégories sociales - les travailleurs, les capitalistes et les propriétaires terriens -, d'autre part, le revenu de chacune de ces catégories - le salaire, le profit et la rente - est déterminé par la loi de l'échange. Ainsi, les différences de revenu entre les

individus n'indiquent pas une inégalité de leur condition au sein de la société, puisque ces différences s'accordent avec le fait qu'ils sont tous sous la coupe d'une même loi économique.

En établissant, qu'au sein de la société, la même loi s'applique à tous, Walras prouve aux socialistes que la propriété privée du capital indispensable à la liberté d'entreprendre ne contredit pas l'égalité des conditions entre les individus proclamée par la République. Il n'y a pas de contradiction entre le fonctionnement d'un système économique, caractérisé par une division des individus en catégories sociales, et les institutions politiques, si bien que c'est dans le cadre de la République, et donc par des moyens autres qu'une table rase de ses institutions que leur quête de justice pourra aboutir.

Si le rôle des échanges s'amplifie au cours du temps, la loi de l'échange, pour sa part, qu'elle s'applique aux biens ou aux facteurs de production, reste toujours la même. La loi de l'échange révélée par la science économique est une loi de formation du prix des choses qui indique que la nature du prix est d'être établie à l'égalité des quantités offertes et demandées. Il s'agit d'une loi qui a le caractère d'un fait naturel, au sens où, ni la volonté des hommes, ni les institutions qu'ils mettent en place ne peuvent la modifier. Elle est aussi imparable que celle "*de la gravitation universelle qui régit tous les mouvements des corps célestes*"<sup>15</sup> et a donc le statut d'une vérité scientifique, universellement valable. Toutefois, "*l'homme est une planète qui, dans le monde moral, fait elle-même sa trajectoire*"<sup>16</sup>.

Si les hommes ne peuvent pas changer la loi, il reste tout de même que ce sont eux qui créent les choses mises en circulation dans les échanges, et que sans des institutions politiques qui les déclarent propriétaires de ce qu'ils ont créé, cette loi de l'échange n'aurait pas l'occasion de se manifester. Dans une société collectiviste, telle que celle qui est proposée par Marx, l'État s'approprie les facteurs de production créés par les individus, ce qui l'oblige à concevoir un plan de production de chaque bien sans savoir à l'avance ce que les individus finiront par consommer. Walras<sup>17</sup> explique que, dans ces conditions, bien que globalement les sommes distribuées par l'État soient égales aux sommes dépensées par les individus, il n'y a pas de raison pour que l'offre et la demande de chaque bien soient égales. Ce genre de société serait caractérisé par des déséquilibres entre les quantités produites et les quantités demandées par les individus, auxquels l'État devrait tenter de remédier a posteriori. L'élimination de la propriété privée ferait apparaître un problème économique de déséquilibre, qui n'existe pas dans une société où les individus sont propriétaires des facteurs de production qu'ils ont créés, car leur demande n'est pas indépendante de leur offre et ce genre d'anarchie économique ne peut pas advenir. Walras peut ainsi espérer convaincre les socialistes de laisser faire la loi de l'échange dans sa fonction équilibrante des quantités produites et des quantités demandées pour chaque chose.

La recommandation du laisser-faire a une portée limitée car, si la nature du prix walrassien est d'être établi à l'équilibre des quantités, satisfaisant ainsi ce que Walras nomme les *conditions de proportion*, la loi de l'échange n'indique pas que le niveau auquel il se situe correspond à un prix des biens librement formé à la fois par l'offre et par la demande et à un prix juste des services productifs, au sens où chaque individu, fournisseur de facteur, serait

---

<sup>15</sup> WALRAS L., op. cit., p. 362.

<sup>16</sup> WALRAS L., *Études d'économie sociale*, 1990 *Economica*, p145-146.

<sup>17</sup> WALRAS L., *Théorie de la propriété. Revue socialiste*, juin-juillet 1896. Cité par M. Boson, op.cit, p. 138.

exactement rémunéré pour son apport à la collectivité. Pour cela, il faudrait que les conditions de la concurrence pure et parfaite soient réunies. La science économique peut démontrer qu'en théorie, il est tout à fait possible que les prix soient libres et justes, mais elle ne peut jamais affirmer que, dans la réalité, ces conditions sont effectives. Le laisser-faire les échanges ne signifie pas que l'État n'ait pas à intervenir pour établir ces conditions. De plus, son champ d'intervention est plus vaste, car la vertu du principe de libre concurrence n'est démontrable que lorsqu'il est appliqué à la production des biens utiles aux individus. Reste la production des utilités collectives, pour laquelle les échanges ne peuvent être efficaces et que l'État doit prendre en charge. Il faut maintenant examiner en quoi le souci walrassien de défense de la République fonde une nouvelle sorte de libéralisme qui s'écarte de ceux des Classiques anglais.

### 3) *l'objet de la science économique*

C'est en situant l'intention de Walras comme une réponse à la question que le socialisme pose à la République, - c'est à dire celle de contradiction entre les deux valeurs de liberté et d'égalité -, que l'on peut comprendre le nouvel objet qu'il attribue à la science économique. Il s'agit de démontrer, qu'en théorie, étant donné la nature des biens et des facteurs de production, le système du laisser-faire, laisser-passer, appliqué au domaine de la production des biens utiles aux individus ainsi qu'à celui de la répartition de cette production entre les individus, est le meilleur qui puisse être et qu'il constitue un idéal social à atteindre. Et, pour Walras, contrairement à ce qu'affirme le libéralisme économique, ce n'est pas en laissant faire et en laissant passer que cet objectif pourra être obtenu. Il inaugure, ainsi, un grand changement par rapport aux théories des classiques anglais, car le laisser-faire et le laisser-passer cessent d'être, seulement, une recommandation de politique adressée aux gouvernants afin de favoriser la croissance économique, pour se présenter comme un système de production et de répartition à mettre en place, qui leur assigne une politique à mener, qui va beaucoup plus loin que l'élimination des entraves à ces principes.

La science économique walrassienne apporte la connaissance du système de production et de répartition idéal. Nous pouvons alors comprendre que, pour Walras, les socialistes, animés par la quête d'un meilleur système de production, saisissent l'objet de la science économique, mais, faute de connaissances économiques ils ne parviennent pas à en définir le contenu, ils ne font qu'imaginer empiriquement, -reproche qui s'adresse plus particulièrement à Proudhon- un idéal social, alors que celui-ci se détermine scientifiquement. Du côté du libéralisme économique, Walras peut trouver, disséminés chez les différents auteurs, les éléments qui permettent d'en définir le contenu, mais ce qui manque à tous ces économistes, à des degrés divers de gravité, c'est d'avoir découvert l'objet proprement scientifique de leur discipline. Walras peut donc se déclarer socialiste, du point de vue de l'objet de sa recherche, et libéral en considérant le contenu qu'il donne à cet idéal social et qu'il élabore par assemblage de parties d'enseignements qu'il trouve, en particulier, chez les deux grands classiques anglais que sont Smith et Ricardo. Cet assemblage lui permet de répartir les rôles entre les échanges et les institutions politiques.

## **III ) Les transformations des libéralismes classiques**

Un système idéal est celui qui est capable de résoudre des problèmes tant ceux de la société que ceux des individus, aussi faut-il rechercher quels sont ceux qui se manifestent de

façon permanente dans tous les types de société, indépendamment des institutions diverses et des systèmes de propriété qui sont intervenus au cours de l'histoire, ce que fait Walras en se représentant une économie pure hors du temps.

Il met en évidence deux problèmes permanents. Le premier, qui concerne la production des biens, a été oublié par Smith, qui, en ayant délaissé l'objet scientifique de sa discipline, n'a pas cherché à se représenter une économie pure. Le second, qui est celui de la répartition de la production des biens entre les individus, a été soulevé par Ricardo, mais sans qu'il y trouve une solution satisfaisante, en raison d'une erreur de représentation de l'économie pure.

### *1) les problèmes résolus par les échanges*

Si Smith n'a pas découvert le problème permanent de toute société, c'est parce qu'il accorde à la division du travail une puissance productive qu'elle n'a pas. Chez Smith, la production des biens, comme la création du capital apparaissent comme un produit de la division du travail, que celle-ci soit réalisée incidemment par les échanges, ou délibérément par l'entrepreneur. Walras abandonne l'origine smithienne du capital, pour adopter l'enseignement de Ricardo, qui indique que le capital est le résultat d'une activité individuelle privée qui se réalise en dehors des échanges, et non le produit d'une force collective, telle que celle de la division du travail. En adoptant l'origine ricardienne du capital, Walras élimine le soupçon que la vision smithienne faisait planer sur la légitimité de la propriété privée d'un capital appartenant à un individu-entrepreneur et issu, pourtant, tel que la théorie de Smith le suggère, d'une activité collective. Mais, cette adoption implique, par la même occasion, de supprimer la force productive que Smith attribuait à des échanges qui divisent le travail. Pour Walras, la division du travail, qu'elle se réalise dans une entreprise, ou au sein des échanges, ne constitue pas une force collective susceptible d'expliquer la croissance économique au cours du temps.

Il saisit la division du travail comme une aptitude physiologique des hommes qui les distingue des animaux. Un individu qui serait seul au monde serait obligé de se livrer à toutes les sortes d'activités qui sont nécessaires à la satisfaction de ses besoins, en ce sens, sa condition se rapprocherait de celle des animaux. En revanche, dès lors que les hommes vivent en société, cette aptitude humaine se manifeste et chacun d'eux se spécialise dans une activité limitée, si bien que leurs destinées sont nécessairement interdépendantes les unes des autres. L'interdépendance, inhérente à la vie en société, se présente comme une source de conflits entre des individus qui ont nécessairement recours aux choses produites par les autres pour assouvir les besoins de leur existence.

Alors que Smith dote les hommes d'un penchant naturel aux échanges, qui rend compte d'un processus de division du travail, Walras leur attribue une aptitude à la division du travail, qui signifie que celle-ci peut tout à fait préexister aux échanges. Ce changement est tout à fait important, car il permet à Walras de mettre en évidence un problème de société, qui n'a pas lieu d'être chez Smith. Cette aptitude humaine à la division du travail, qui se comprend comme un penchant naturel à se spécialiser, constitue un risque de désordre économique pour une société. *“Il ne faut pas que certaines choses rares soient multipliées en quantité excessive pendant que d'autres ne seraient multipliées qu'insuffisamment dans leur quantité”*<sup>18</sup>. Les échanges walrassiens, qui fixent le prix des biens à égalité des quantités offertes et demandées et qui

---

<sup>18</sup> WALRAS L., op. cit., p . 34.

satisfont donc à cette *condition de proportion*, apparaissent ainsi comme une solution à un risque d'anarchie économique auquel toutes les sociétés humaines sont confrontées, en raison de ce penchant naturel des hommes à la spécialisation.

Le second problème concerne les individus qui, dès lors qu'ils vivent en société, sont constamment exposés à un risque d'injustice, à cause de la division du travail. “ *Il ne faut pas que grâce à la spécialité des occupations, certains d'entre nous, qui auront produit peu, consomment beaucoup, tandis que certains autres, qui auront produit beaucoup, consommeront peu*<sup>19</sup>”. Walras démontre, qu'en théorie, au stade historique où le marché des facteurs de production apparaît, le prix des trois services productifs déterminé par les échanges peut tout à fait rémunérer exactement l'apport en facteurs de production de chaque catégorie sociale, et que donc la répartition de la production effectuée par les échanges peut se réaliser de manière équitable. Il établit ainsi que les échanges sont capables de résoudre simultanément les deux problèmes permanents d'une société, celui du risque de *désordre économique* et celui du risque de *désordre moral* qui ne manquent pas de se manifester dès lors que les individus sont traités injustement. Les échanges sont en mesure d'éliminer les sources de conflits liés à la production et à la répartition des biens.

Il faut tirer les conséquences de cette vision walrassienne des échanges. Des trois valeurs républicaines : liberté, égalité, fraternité, Walras ne retient que les deux premières. La fraternité ne lui apparaît pas comme une valeur politique pouvant avoir du sens du point de vue de la résolution des conflits économiques. Pour lui, ce sont les échanges, qui constituent le système social idéal de production et de répartition pouvant compléter l'idéal politique des institutions républicaines, en installant une solidarité de fait entre des individus économiquement interdépendants les uns des autres. Si les échanges sont l'idéal social qui complète les institutions républicaines, d'un autre côté, la vertu des échanges, en particulier cette vertu d'équité acquise par les échanges lorsque la production des biens est fondée sur une spécialisation des individus dans la création des facteurs, ne pourrait pas se manifester sans la liberté et l'égalité que les hommes ont obtenues grâce aux progrès des institutions politiques.

En abandonnant la vision smithienne des échanges, Walras peut dégager un rôle à ces institutions. Comme ils ne sont plus le propre des hommes, il faut rendre compte de leur apparition au cours de l'histoire. L'institution de la propriété privée se présente comme l'événement fondateur des échanges, ou, plus précisément, comme l'événement créant chez les hommes l'intérêt d'avoir recours aux échanges. Grâce à elle, les individus sont légalement déclarés propriétaires de ce qu'ils ont créé, ils disposent alors d'un moyen d'échange qui leur permet d'acheter ce que les autres fabriquent. En établissant que les facteurs de production sont créés par les individus, Walras suggère, en même temps, que tous les individus sont capables de créer une chose, ne serait-ce qu'un facteur de production, qui leur donne un pouvoir d'achat. Les échanges walrassiens, issus de la propriété privée, ne mettent pas exactement les individus en relation les uns avec les autres - les relations inter-individuelles pouvant tout à fait préexister aux échanges, ils établissent des rapports entre des choses. Dès lors qu'il est propriétaire, l'individu échange les choses qu'il possède légitimement et légalement, contre celles des autres. Il n'a pas de raison d'être offreur s'il n'est pas demandeur, il ne peut être demandeur s'il n'est pas offreur, c'est la raison pour laquelle les quantités offertes doivent être nécessairement égales aux quantités demandées. En dernière analyse, c'est l'institution de la propriété privée, qui en créant l'intérêt de

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 34.

l'échange pour les hommes, a permis de faire des échanges le moyen idéal de résoudre les problèmes de production et de répartition qui se manifestent de façon permanente au sein de tout type de société.

Reste à examiner une troisième qualité qu'une société idéale devrait avoir, il faut que les individus puissent améliorer leur sort, sans nuire à celui des autres, et ceci ne correspond pas à un problème d'économie pure. Un individu, saisi dans une économie pure, dispose toujours, selon Walras, des moyens d'améliorer ses conditions d'existence, même s'il est seul au monde. Au sein d'une société, il faut que les conditions de croissance économique soient réunies pour que l'amélioration du sort des uns ne signifie pas la dégradation de celui des autres. Ces conditions de la croissance renvoient, chez Walras, aux progrès des institutions politiques au cours de l'histoire.

## *2 ) le progrès des institutions et la croissance économique*

En éliminant la puissance productive de la division du travail, Walras a pu penser le rôle des échanges, en faisant abstraction de la croissance économique, c'est-à-dire pour une quantité et une qualité données de facteurs de production, mais il a aussi supprimé les causes smithiennes de la croissance économique. Les modifications que Walras apporte à la théorie de Smith lui permettent de distinguer deux types de questions : celle de l'origine de la richesse de tout type société, qui dépend toujours des quantités de facteurs de production que les individus lui fournissent comme l'enseigne l'économie pure, et celle des causes de la croissance de la richesse d'une société, qui, pour sa part, fait intervenir cette relation des personnes aux choses, dont traite l'économie appliquée, et qui dépend des institutions humaines.

Alors que pour Smith, la croissance économique se réalise automatiquement en laissant faire les individus, chez Walras, la question de la croissance renvoie à l'étude des circonstances dans lesquelles les individus sont en condition pour accroître la quantité ou la qualité des facteurs de production. Plus l'individu peut se spécialiser dans une activité précise et limitée, sans être obligé d'accomplir toutes les tâches nécessaires à sa vie et plus cet accroissement de la création des facteurs pourra se produire. De ce point de vue, la division du travail est un élément favorable à la croissance économique, mais encore faut-il que le risque de désordre qu'elle entraîne soit éliminé, ce qui arrive, comme nous l'avons vu, grâce à l'institution de la propriété privée, qui déclare les individus propriétaires de ce qu'ils ont créé et qui donne ainsi le droit d'en recueillir les fruits.

Ce droit n'a été obtenu pour tous les individus qu'au cours de l'histoire. Dans une société, où les institutions permettent le servage ou encore l'esclavage, les travailleurs ne possèdent pas le droit d'usage du produit du facteur travail qu'ils fournissent au seigneur ou au maître d'esclaves. Outre que le servage et l'esclavage sont des institutions iniques ôtant leur liberté aux personnes, ce sont des systèmes d'appropriation qui ne sont pas rationnels. Un seigneur, qui dispose d'une main d'œuvre corvéable à merci, ne cherchera pas à améliorer la productivité de la terre qu'il possède. Un maître d'esclave doit utiliser la force pour obtenir que des êtres humains augmentent la quantité de facteur de travail qu'ils fournissent. En revanche, une société dans laquelle ces systèmes d'appropriation du travail ont été éliminés et qui, de fait, a institué la "propriété privée du facteur travail" et supprimé les privilèges des propriétaires de travail et de capital peut compter sur la puissance de l'intérêt personnel. Un individu souverain de lui-même mettra tout en oeuvre pour exploiter ses dons naturels afin de proposer des choses utiles à la collectivité, car c'est en les offrant qu'il pourra en obtenir les biens de consommation qu'il convoite afin d'améliorer son

sort. L'institution de la propriété privée, pour toutes les personnes qui composent une société assure une *appropriation rationnelle* des ressources personnelles des individus par eux-mêmes, et c'est cette auto-exploitation qui fait qu'ils deviennent productifs pour la société, en créant des facteurs de production supplémentaires.

La lutte des individus contre l'injustice de leur condition afin d'éliminer les privilèges de ceux qui exploitent leur faculté de travail pour leur propre compte a servi la croissance économique, elle a libéré la force productive que les individus détiennent naturellement mais qu'ils n'ont pas de raison d'utiliser lorsqu'ils sont enchaînés par des liens de subordination. En étant libres d'agir en suivant leur intérêt, les individus rendent service à la société en créant des facteurs, tout en améliorant leur sort, c'est pourquoi il y a coïncidence entre l'intérêt général et l'intérêt individuel. L'élimination du servage et l'abolition de l'esclavage ont permis que ceux qui n'étaient auparavant que des travailleurs soient haussés au statut de producteurs de biens, tandis que par la même occasion, ceux qui étaient propriétaires de terre et de capital ont été réduits à ce statut de producteurs de biens, en perdant le privilège que leur donnaient ces institutions de s'approprier de droit le facteur travail, ils sont eux aussi désormais contraints de créer eux-mêmes ce facteur travail exigé dans la fabrication des biens. Ainsi, la croissance économique s'explique par la puissance de l'intérêt personnel, qui ne peut, cependant, se manifester que lorsque les individus sont propriétaires de leurs facultés personnelles, et non par la puissance productive de la division du travail comme l'avait suggéré Smith.

L'individu, point de départ de l'analyse de Smith, qu'il dote d'une nature qui le fait agir pour améliorer son sort, devient, chez Walras, le produit d'un progrès des institutions politiques qui, en ayant libéré les hommes maintenus sous le joug de ceux qui détenaient le pouvoir d'imposer leur système de production, leur a permis de devenir des personnes agissant pour leur propre compte. Ce n'est qu'à l'étape de l'histoire où les inégalités instituées ont été supprimées, que l'individu smithien, animé par la volonté d'améliorer son sort, entre en scène et que la recommandation du laisser-faire les individus, adressée à des gouvernants, dont la tâche peut devenir celle d'éliminer les entraves à la libre concurrence afin de favoriser la croissance économique, prend tout son sens.

### *3) croissance et équité de la répartition*

L'abolition des privilèges et la reconnaissance de droits identiques pour tous ne suffisent pas à établir les conditions pour que la croissance se poursuive. Dans une société où l'égalité des droits est reconnue, et où tous les individus sont spécialisés dans la production de tel ou tel type de biens, les prix formés par les échanges assurent les conditions de proportion, mais il faut aussi que ces producteurs soient en concurrence entre eux pour que ce prix d'équilibre, soit aussi un prix optimum. Lorsqu'il existe des corporations, des jurandes ou des maîtrises qui organisent et contrôlent la production de certains biens, ce sont les producteurs qui fixent les quantités offertes, tandis que les consommateurs de ces biens n'ont aucun pouvoir d'action sur les quantités qu'ils désirent consommer. Les entraves à la libre concurrence qui se traduisent par des contingentements de la demande signifient que les consommateurs n'ont pas de raison d'accroître leur effort de création de facteurs, dont l'augmentation de richesse de la société dépend. L'État qui interdit les organisations de producteurs, comme il l'a fait en France en 1791, permet de faire régner la concurrence afin que l'équilibre des quantités coïncide avec l'équilibre des pouvoirs entre producteurs et consommateurs.



Sous l'effet de la libre concurrence, la production des biens s'étend grâce à l'initiative des individus guidés par leur seul intérêt, ce qui explique qu'ils se spécialisent dans des activités de plus en plus pointues jusqu'à se consacrer exclusivement à la création d'un seul type de facteur. Cette occupation très spécialisée, qui transforme tous les individus en offreurs d'un seul type de facteur, constitue une circonstance particulièrement favorable pour que la société connaisse une augmentation importante des quantités de facteurs fournies par les individus.

À ce stade historique, la production des biens se réalise nécessairement de façon collective, puisque les biens, comme l'indique l'une des trois vérités fondamentales que nous avons mises en évidence, sont nécessairement produits avec plusieurs facteurs de production, qui ne sont que partiellement substituables entre eux. Elle est le fait d'un entrepreneur, un quatrième personnage, qui s'ajoute aux trois catégories sociales offrant les facteurs et qui n'apparaît qu'au cours de l'histoire. Au stade où les individus sont divisés en catégories sociales, les travailleurs ne sont ni des serfs, ni des esclaves, mais des salariés, c'est-à-dire des personnes, propriétaires d'elles mêmes, ayant cessé d'être des choses dont les propriétaires de capital et de terre peuvent user comme bon leur semble. Ces derniers sont dans la même situation que les travailleurs-salariés, aussi démunis qu'eux pour se livrer à une activité de production des biens, contraints qu'ils sont d'en passer par les échanges, et d'y mettre le prix, pour obtenir les facteurs de production qui leur manquent s'ils souhaitent assurer une fonction d'entrepreneur. L'apparition historique de l'entrepreneur, en situation de demande de services de facteurs adressée aux individus qui les détiennent, afin de se livrer à une activité de production de biens va de pair avec celle du marché des facteurs de production, sur lequel tous les offreurs de services productifs sont aussi des demandeurs de biens. Si les conditions de la concurrence pure et parfaite sont réalisées sur le marché des biens, alors le prix des services productifs, déterminé à l'égalité des quantités offertes et demandées, correspondra à une juste rémunération de la contribution productive de chacun d'eux.

Ces conditions ont un statut ambigu en étant concrètes et réelles, d'un côté, abstraites et théoriques, de l'autre. Les conditions concrètes de la concurrence favorable à la croissance économique, qui s'établissent historiquement par l'individualisation des personnes, qui leur donne le droit d'agir comme si elles étaient seules au monde en suivant leur propre intérêt tendent à coïncider avec les conditions abstraites dégagées, en économie pure, pour que le marché des facteurs de production établisse une répartition équitable. Contrairement à la théorie de la répartition proposée par Ricardo, qui commet une erreur de représentation de l'économie pure, les échanges, dans les conditions de la concurrence pure et parfaite, ne peuvent pas être le moyen par lequel une catégorie sociale, en l'occurrence les propriétaires fonciers de terres exploitées depuis longtemps, obtiennent un droit de consommation qui pourrait être supérieur à la contribution du facteur terre à la production des biens. La rente foncière, revenu du propriétaire, est déterminée par les échanges et non par l'écart de productivité des terres. Il en est de même pour le salaire, qui correspond à l'apport productif des travailleurs et non à une quantité de biens nécessaires pour assurer leur subsistance comme l'établit Ricardo, dont la théorie enlève ainsi aux individus qui appartiennent à cette catégorie sociale toutes possibilités d'être des épargnants, consommant moins que leur revenu. C'est en rectifiant les erreurs théoriques de Ricardo dans sa représentation de l'économie pure, ce qui se fait en particulier en introduisant l'individu smithien, qui améliore son sort en réalisant une épargne, que Walras peut établir que la répartition effectuée par les échanges, qui passe par un marché des facteurs de production dont l'existence a échappé à Ricardo, peut tout à fait être équitable, pourvu que les conditions de la concurrence soient

effectives sur le marché des biens. Mais, l'équité de la répartition, qui justifie la différence des revenus entre les catégories sociales, ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas encore du chemin à parcourir pour qu'une réelle égalité des conditions entre les individus soit instaurée.

#### 4 ) les réformes sociales à accomplir

Pour Walras, il n'y a pas de raison, en économie pure, pour que la croissance économique ne se poursuive pas indéfiniment avec l'augmentation de la population, contrairement aux vues pessimistes de l'avenir de la richesse sociale, qui se dégage des conceptions théoriques de Ricardo, lequel n'a saisi, ni le progrès historique des institutions libérant les individus de la collectivité, ni que chacun d'eux détenait, dès lors, le pouvoir d'améliorer son sort en épargnant une partie de son revenu. Tout individu nouveau apporte avec lui les moyens qui, non seulement lui permettent d'assurer ses conditions matérielles d'existence, mais qui lui permettent aussi de fournir des facteurs de production supplémentaires à la collectivité, assurant ainsi la pérennité de la croissance économique. S'il peut y avoir blocage de la croissance économique, celle-ci ne peut provenir que des déficiences de l'organisation sociale de la production, lesquelles ne se découvrent pas en économie pure, mais en étudiant les conditions concrètes et effectives dans lesquelles se trouve réellement une économie.

L'argumentation théorique de Ricardo a été élaborée, au tout début du XIX<sup>ème</sup>, afin de montrer que les taxes sur les importations des denrées alimentaires issues de l'agriculture, mises en place en Angleterre par une aristocratie foncière au pouvoir cherchant à favoriser ses intérêts particuliers, compromettent la croissance économique de la nation. Si ces taxes ne sont pas supprimées, si le libre-échange entre les nations n'est pas instauré, l'État court le risque de tarir la source du prélèvement fiscal qui alimente son budget et qui lui permet d'exister.

Chez Walras, le libre-échange n'apparaît plus comme la politique à mener systématiquement pour favoriser la croissance nationale, ses effets, au contraire, pourraient être désastreux en créant des inégalités de condition entre les catégories sociales, susceptibles de réduire le rythme de la croissance économique. "*Le libre-échange est l'idéal de la science*"<sup>20</sup>, mais celui-ci ne peut être établi dans la réalité sans tenir compte de la situation concrète dans laquelle se trouve une nation. Pour la France du dernier tiers du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'engagement dans cette voie n'apparaît pas comme un choix judicieux, dans la mesure où son agriculture, insuffisamment développée n'est pas prête à affronter la concurrence. Le morcellement de la propriété des sols, qui a eu lieu lors de la Révolution française par la vente des biens nationaux, a fait apparaître une catégorie de petits exploitants agricoles, qui ne sont pas à même d'améliorer le rendement des terres, seul moyen d'accroître la production agricole dans un pays où il reste peu de terres nouvelles à mettre en culture. Dans ces circonstances, le prix des denrées alimentaires augmente au fur et à mesure que la population s'accroît, en raison d'une limitation d'une offre de biens agricoles issue d'un mode d'exploitation des sols par une paysannerie qui ne voit pas l'intérêt d'investir dans l'intensification des rendements des sols, et qui n'a pas de raison de rechercher une autre sorte de spécialisation, puisque les prix augmentent, et qui n'a pas les moyens d'augmenter la taille des exploitations, en raison de la hausse du prix des terres. Le rachat

---

<sup>20</sup> Cf. l'article de P. DOCKÈS. Léon Walras et le progrès économique. In L'Économie walrassienne. Actes du colloque de l'Association Walras 16 septembre 1999. *Les cahiers du Ceras*, Hors série n°1 juin 2000, Université de Reims, p 96.

des terres par l'État, qui permettrait la rationalisation du secteur agricole, que ne peuvent réaliser les petits propriétaires, se présente, chez Walras, comme la réforme sociale indispensable, préalable à l'ouverture complète de l'économie nationale sur l'extérieur.

Dans une nation, où la quantité du facteur terre ne peut plus s'accroître sous l'effort des individus défrichant des terres nouvelles, comme c'est le cas en Amérique, la propriété privée des terres cesse d'être un système d'appropriation rationnelle favorable à la croissance économique. La propriété collective des terres se présente comme le seul moyen "*de lutter contre la concurrence inégale de concurrents américains bénéficiaires de terres gratuites*"<sup>21</sup>. Sans la propriété collective, et lorsque les limites des superficies exploitables sont atteintes, le revenu des propriétaires fonciers reste légitime, mais le problème est que son emploi ne peut plus être guidé rationnellement par les prix établis par les échanges. La hausse du prix des terres ne peut pas, de fait, engendrer une augmentation de l'offre du facteur terre, et la hausse du prix des biens agricoles ne déclenche pas l'augmentation de l'offre de ces biens. En revanche, la propriété collective, créant une situation où la production pourrait augmenter, permettrait de lutter contre la hausse des prix agricoles et de créer des quantités exportables, mettant la nation en position d'affronter la concurrence. Le libre-échange est donc, chez Walras, un objectif à atteindre pour une nation et non une méthode pour y parvenir. Grâce à la politique de rachat des terres par l'État, la nation peut s'ouvrir sans risque aux échanges et bénéficier, alors, des gains que le commerce international procure aux nations, comme l'enseigne la théorie de Ricardo.

Le projet de rachat de terres, que Walras reprend à son père et qu'il maintiendra toute sa vie, le distingue, certes, du libéralisme de son époque qui n'en veut pas, mais il est défendu pour des motifs de croissance économique, associés aux bienfaits des échanges internationaux, éloignés de ceux pour lesquels les socialistes proposent la propriété collective du capital, aussi on ne peut pas considérer que c'est ce projet qui fasse sa parenté avec le socialisme.

Chez Walras, contrairement à la conception d'économie pure de Ricardo, les hommes ont la possibilité de modifier le rendement des sols par substitution du capital à la terre, si bien que la hausse du prix des biens agricoles perd le caractère inéluctable que lui donnait l'analyse de Ricardo, qui, transposée à l'échelle de la planète entière, laissait présager un arrêt futur du progrès économique si la population du globe continuait à augmenter. Comme, à la différence de la terre, la quantité de capital ne souffre d'aucune limite, la croissance économique peut se poursuivre indéfiniment avec l'augmentation de la population<sup>22</sup>, pourvu que les États prennent en charge cette substitution du capital à la terre dans les pays où l'intérêt individuel est insuffisant, faute de terres vierges, pour se solder par l'accroissement de la quantité de ce facteur, et où les échanges s'avèrent inefficaces pour susciter cette substitution. Une fois les conditions remplies pour que le libre-échange s'installe dans le monde entier, on pourra en attendre une égalisation des revenus des services productifs entre les pays. En revanche, s'il est établi trop tôt, les écarts se creuseront et créeront des inégalités internes entre les catégories sociales.

---

<sup>21</sup> P. DOCKÈS, Léon Walras et le progrès économique, op.cit, 98.

<sup>22</sup> "*Une société où presque toutes les terres sont cultivées (...) est donc, après tout, dans la position d'un individu qui a un certain revenu et qui fait une certaine consommation. Si cet individu maintient sa consommation en deçà de son revenu, et capitalise l'excédent, il augmente de plus en plus sa consommation (...) De même, si une société développe son capital d'abord, elle peut ensuite croître indéfiniment en population...*" WALRAS, *Éléments...* op. cit., p. 379.

En suivant les rectifications que Walras apporte à la théorie de Smith, nous avons vu que le principe du laisser-faire n'avait une efficacité dans la croissance économique, qu'à partir du moment de l'histoire où les inégalités institutionnelles avaient été abolies, de même, nous venons de voir que le libre-échange ne pourra devenir un élément favorable à cette croissance que lorsque les inégalités de dotation en terres des nations auront été neutralisées, dans les pays où cela est nécessaire, par l'intervention de l'État. L'égalité politique des individus au sein d'une nation, l'égalité économique des nations dans le monde, deviennent les éléments premiers et nécessaires, qui rendent opérationnelles les recommandations des libéralismes classiques.

Au sein d'une nation, la tâche de l'*économie sociale*, qui traite de la relation des personnes entre elles, est de rechercher des moyens de réaliser l'égalité entre les individus. Que la répartition effectuée par les échanges soit équitable, est un résultat important qui démontre, aux socialistes, que le système de production et de répartition des échanges n'est pas la source des inégalités sociales, mais cela ne signifie pas qu'il ait la vocation de les réduire, et, sur ce point, les socialistes ont raison. L'équité de la répartition ne supprime pas le fait que le niveau du revenu des travailleurs soit inférieur à celui des capitalistes, ce qui implique que le montant de l'épargne que les salariés peuvent dégager soit nettement moindre, et, qu'en conséquence, ces derniers aient moins de chance que les capitalistes de devenir entrepreneurs.

Une réforme fiscale proposant la réduction des impôts sur les salaires, voire leur suppression qui pourrait être instaurée dès lors que, l'État, propriétaire des terres, alimenterait ses caisses par la rente foncière, irait dans le sens de l'accroissement du pouvoir d'épargne des salariés. Pour lutter contre les inégalités sociales, Walras propose, également, de soumettre à l'impôt les "*oisifs*", qui vivent sans offrir, à la société, le service des facteurs qu'ils détiennent et qui, pour cette raison, ne perçoivent pas de revenu imposable, mais qui pourtant bénéficient des utilités collectives fournies par l'État. Walras préconise les associations de salariés rassemblant leurs épargnes, afin qu'ils aient le pouvoir d'acheter les services du capital, pour se livrer à une activité de production des biens. L'idéal social serait que tous les individus, et pas seulement les capitalistes puissent devenir des entrepreneurs s'ils le désirent. Il faudrait que la même liberté d'entreprendre soit offerte à tous, ce qui serait, non seulement favorable à la croissance économique, mais aussi un facteur de paix sociale.

La science économique, qui démontre que les échanges constituent le système de production et de répartition idéal afin d'éviter les sources de conflits d'ordre économique ne va pas sans l'œuvre de l'*économie sociale* chargée, pour sa part, de proposer les moyens d'éliminer les conflits sociaux liés à la persistance des inégalités entre les individus pour accéder à la fonction d'entrepreneur. Et Walras est conscient qu'il y a bien d'autres sources de conflits entre les hommes, mais la résolution de ceux-ci est hors des compétences de la discipline économique.

## Conclusion

Le système d'équations mathématiques exposé dans les *Éléments* ne peut être pris pour une explication du fonctionnement de la réalité, ce qui signifie, en particulier, que cela n'a pas de sens de reprocher à Walras le manque de réalisme de sa science. Celle-ci démontre, qu'en concurrence pure et parfaite, les échanges constituent un système de production et de répartition idéal, en tant qu'il est capable de résoudre les deux problèmes permanents auxquels toutes les

sociétés humaines sont confrontées. La connaissance du système idéal permet d'évaluer le chemin qui a été accompli dans le passé pour s'en approcher, de juger de l'état dans lequel se trouve le système du moment, et de déterminer quelles sont les modifications qui restent à faire pour l'obtenir.

Mais, si les échanges, en concurrence pure et parfaite, font partie de la société idéale, ce système de production et de répartition ne constitue pas l'idéal social qui anime la recherche de Walras. Quand bien même les conditions de la concurrence pure et parfaite seraient effectives, la tâche des économistes ne serait pas achevée, il faut aussi qu'ils conçoivent des réformes afin d'établir une véritable égalité entre les individus, car cette tâche est le seul moyen de parvenir à la paix sociale que les libéraux orthodoxes, comme Bastiat, appellent de leurs vœux. Et l'*économie sociale* se présente, à la fois, comme la voie pour satisfaire l'objectif d'égalité que les socialistes poursuivent, sans pour autant éliminer le système économique idéal, et comme la tâche indispensable à laquelle les économistes doivent s'atteler s'ils veulent, véritablement, servir la République en instaurant la paix sociale. Une fois achevé cet exercice de reconstitution des fondements du libéralisme de Walras, nous pouvons, désormais, envisager de saisir ce que les divers néolibéralismes du XX<sup>ème</sup> siècle ont retenu et abandonné de sa démarche et de sa science.

Ce que nous pourrions, par exemple, mettre en évidence c'est le renversement qu'établit Hayek par rapport à Walras. La science économique, telle que Walras la conçoit, apporte la connaissance du système économique idéal, qui est un libéralisme économique limité, comme nous avons tenté de le montrer, c'est - à - dire celui qui convient à la République parce que compatible avec ses valeurs politiques de liberté et d'égalité. À l'inverse, la science hayékienne se donne pour objet la découverte de la réalité, en particulier la connaissance des hommes réels. Elle établit que la raison humaine se révèle incapable, comme le prouve l'avènement des régimes totalitaires, d'inventer des institutions politiques sans créer des catastrophes. De là, Hayek en déduit les institutions politiques idéales qui conviennent à cette sorte d'êtres vivants qui ne reconnaissent pas les limites des facultés de leur cerveau. Il propose une démocratie, dotée d'une "constitution", d'un genre pour le moins étonnant, qui se trouve chargée de défendre "la liberté de la société" contre des hommes qui entravent son mouvement en cherchant à lui donner une direction conforme à ce qu'ils imaginent être une société idéale. Ainsi, à ce stade, la prescription du libéralisme économique devient une injonction qui s'adresse à l'ensemble des hommes, un laissez-faire, au nom de la liberté de la société de suivre une route qu'aucun de ses membres n'est en mesure de tracer sans la mener vers une impasse dramatique. Et, dans la logique de l'interprétation hayékienne de l'histoire, la République, qui constitue un acte de fondation relevant d'initiatives humaines, fait déjà partie de ce *constructivisme*, que l'auteur de *Droit législation et liberté* ne cesse de dénoncer comme la cause du mal absolu, si bien que nous pouvons conclure que, pour lui, la République est contraire au libéralisme économique, tel qu'il le conçoit. C'est en quoi nous pouvons parler d'un renversement par rapport à Walras qui était, pour sa part, en quête d'un libéralisme économique compatible avec la République, ce qui signifiait aussi d'une science économique capable de définir ses limites.